

Rémi Leurion
Sous la direction
d'Alain Burlaud

DCG 5

3^e
Édition

CONFORME AU
PROGRAMME

Tout en
couleur !

Économie contemporaine

MANUEL
+ APPLICATIONS
+ CORRIGÉS

Compétences et savoirs associés



COURS COMPLET

- 19 chapitres : mécanismes de l'économie moderne, fondements analytiques
- Mise en contexte, notions essentielles, synthèses illustrées



PLUS DE 50 APPLICATIONS CORRIGÉES

- Dissertations courtes, études de documents, questions à réponses courtes
- Évaluations en fin de partie



PRÉPARATION À L'ÉPREUVE

- Méthodologie par type d'épreuve
- Sujets d'examen inédits commentés et corrigés



Corrigés et actualisations offerts
www.editions-foucher.fr



DCG 5

Économie contemporaine

MANUEL + APPLICATIONS

Sous la direction d'Alain Burlaud

Rémi Leurion, *Professeur agrégé de l'université, enseignant en classes préparatoires*

3^e édition

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du Droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (loi du 1^{er} juillet 1992 - art. 40 et 41 et Code pénal - art. 425).

© Foucher, une marque des Éditions Hatier – Paris 2022

Préface

Le monde de la comptabilité, du contrôle de gestion, de l'audit, de la finance et du droit des affaires bouge. L'enseignement de ces disciplines aussi, s'ajustant en permanence aux évolutions politiques (la normalisation comptable), économiques, juridiques, éthiques et technologiques (la révolution numérique) qui transforment l'exercice du métier : apparition de normes mondiales pour la formation initiale des professionnels de la comptabilité (*International Federation of Accountants*), de normes européennes (*Common Content Project*), réorganisation des études universitaires en trois niveaux (licence, master, doctorat ou LMD) dans la plupart des pays.

Les réformes des études supérieures comptables

Les études comptables supérieures comportent aujourd'hui trois diplômes :

- le diplôme de comptabilité et de gestion, DCG (bac + 3, grade licence) ;
- le diplôme supérieur de comptabilité et de gestion, DSCG (bac + 5, grade master) ;
- le diplôme d'expertise comptable, DEC, diplôme final qui ne peut être présenté qu'après le stage professionnel réglementé de trois ans, soit 8 ans après le bac.

Le cursus a connu les évolutions récentes suivantes : après une refonte complète en 2007, l'ouverture à la « validation des acquis de l'expérience » (VAE) du DCG et du DSCG (2010), puis du DEC (2018), l'obtention du grade licence pour le DCG et du grade master pour le DSCG (ce qui signifie qu'ils ouvrent les mêmes droits qu'une licence ou un master), les programmes ont fait l'objet d'une nouvelle révision en 2019.

Ce cursus conserve l'esprit d'ouverture qui a fait son succès depuis plus d'un demi-siècle : des unités d'enseignement (UE) indépendantes et capitalisables, la compensation des notes (avec, toutefois, des notes éliminatoires), des entrées possibles à différents niveaux avec des dispenses d'épreuves, des sorties à chaque niveau avec des débouchés professionnels clairement identifiés, des diplômes reconnus et appréciés, délivrés par l'État. Depuis 2006, la « mesure » de chaque UE en unités *European Credit Transfer System* (ECTS) facilite la portabilité des acquis dans les différents établissements d'enseignement supérieur, y compris à l'étranger.

Le cursus intègre pleinement le dispositif de validation des acquis de l'expérience. Enfin, la réforme de 2019 introduit dans les programmes la notion de « compétences », en lien avec les connaissances, pour les rendre plus lisibles et plus attractifs, tant pour les étudiants que pour leurs futurs employeurs. En effet, le monde du travail raisonne en termes de compétences acquises.

Pour correspondre à ce nouveau référentiel, la collection « Expertise comptable » des Éditions Foucher a été entièrement remaniée en 2019.

La réécriture des ouvrages s'inscrit dans une démarche de qualité, de recherche d'excellence qui se construit pas à pas, souvent grâce au dialogue que nous entretenons avec nos lecteurs et les professeurs des différentes disciplines concernées.

Qu'apporte la collection « Expertise comptable » des Éditions Foucher ?

Depuis plus de quarante ans, les Éditions Foucher publient des ouvrages de référence préparant aux examens comptables de l'État, également très appréciés par les étudiants des universités,

grandes écoles, IUT, classes post-baccalauréat des lycées et, aussi, largement utilisés dans le cadre de la formation continue.

Aujourd'hui, la collection « Expertise comptable » répond totalement aux ambitions d'un cursus reconnu et recherché, aux nombreux débouchés professionnels.

Chaque ouvrage est un outil multimédia utilisant au mieux l'ergonomie de plusieurs supports. Le livre offre le meilleur confort de lecture, des possibilités d'utilisation nomade, la facilité d'appropriation et de mémorisation des contenus en annotant et en surlignant.

Le numérique apporte aussi la possibilité de mises à jour instantanées et d'applications dynamiques comme l'utilisation du tableur.

Le contenu des ouvrages, fruit du travail des meilleurs auteurs et spécialistes des différentes disciplines, est mis en valeur par une présentation particulièrement soignée.

Outre les manuels et les applications et cas, mis à jour régulièrement, la collection, qui couvre l'ensemble des unités d'enseignement du DCG et du DSCG, offre une série, « Tout le DCG » et « Tout le DSCG », comprenant des mémos et des batteries d'exercices corrigés pour faciliter vos révisions.

Enfin et surtout, les ouvrages de la collection « Expertise comptable » ont pour ambition de donner un sens à la connaissance ; ils privilégient le raisonnement sur la description, la déduction sur l'énumération. Ils développent une pratique raisonnée des différentes disciplines qui, conformément à l'esprit du LMD, conduit à la réussite académique et professionnelle.

Quelles perspectives universitaires et professionnelles ?

Le cursus comptable supérieur est marqué par une triple ouverture.

- Ouverture sur **l'université** : les ECTS associés à chaque épreuve du DCG ou du DSCG et le grade licence pour le DCG ou master pour le DSCG permettent des passerelles dans l'ensemble des universités de l'Espace européen de l'enseignement supérieur qui regroupe 48 pays.
- Ouverture sur les **métiers** : les nouveaux diplômes comptables de l'État ayant le grade licence ou master, correspondent à des repères précis et appréciés des employeurs pour tous les métiers de la comptabilité : comptabilité financière, contrôle de gestion, audit, finance. Tous offrent de très beaux débouchés. De plus, la validation des acquis de l'expérience (VAE) rapproche encore plus étroitement profession et formation.
- Ouverture sur le **monde** : les professions comptables sont celles qui sont le plus ouvertes sur le monde, qu'elles soient exercées en entreprise, dans l'économie sociale et solidaire, dans le secteur public ou en cabinet.

Quel projet personnel ?

Que faut-il de plus pour réussir dans cette voie ? Simplement un peu d'ambition, les moyens de ses ambitions et de bons outils. Cet ouvrage de la collection « Expertise comptable » est un excellent outil au service de votre ambition.

Alain BURLAUD

Professeur émérite du Conservatoire national des arts et métiers

Programme

ÉCONOMIE CONTEMPORAINE (UE 5)

Niveau L : 200 heures – 14 ECTS

1. FONDEMENTS ET FINALITÉS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (20 heures)

1.1 Quels problèmes l'économie tente-t-elle de résoudre ?

Sens et portée de l'étude Face à des problématiques contemporaines, il s'agit de mettre en évidence comment l'économie se situe au cœur de la vie et des décisions des individus, tout en tenant compte des nouveaux enjeux du développement durable. L'économie peut être appréhendée comme une science des choix dans un contexte de rareté des ressources.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Mettre en évidence l'omniprésence du problème de la rareté des ressources. ■ Identifier l'allocation des ressources comme une recherche de l'adéquation entre des ressources rares et des besoins illimités. ■ Illustrer la logique de choix et d'arbitrage des agents sur l'emploi des ressources.	■ Le concept de science économique. ■ La variété et la rareté des ressources. ■ L'allocation des ressources.	Chapitre 1

1.2 Qu'est-ce que l'activité économique ?

Sens et portée de l'étude Pour satisfaire leurs besoins, les agents effectuent des opérations économiques qui les mettent en interaction dans une logique systémique. Cette interdépendance entre les agents et les opérations qu'ils réalisent est au cœur de l'activité économique : la circulation de flux liés aux opérations de production, de répartition, d'investissement et de consommation en est une illustration.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Identifier et schématiser les relations entre les différents agents économiques. ■ Commenter la répartition des dépenses de consommation. ■ Différencier les différentes formes d'épargne. ■ Différencier les formes et les motifs de l'investissement. ■ Analyser la contribution des grandes variables de l'équilibre ressources-emplois à l'activité économique.	■ Les différents agents économiques, leurs rôles. ■ L'interdépendance entre les opérations économiques et l'équilibre ressources-emplois. ■ Les contributions à l'activité économique : consommation, investissement, commerce extérieur. ■ Consommation : définition, typologies, mesure et structure de la consommation des ménages. ■ Épargne : définition, formes. ■ Investissement : définition, mesure et typologies.	Chapitre 2

1.3 Comment l'activité économique crée-t-elle de la richesse ?

Sens et portée de l'étude L'ensemble des interactions entre les agents économiques contribue à la richesse créée au sein d'une économie. La richesse, envisagée sous un angle quantitatif, est créée au cours de l'activité productive. Elle est le résultat de l'activité d'une pluralité d'acteurs, dépassant le strict cadre marchand et lucratif, notamment par l'économie sociale et solidaire ainsi que les services publics. Les spécificités du tissu productif conditionnent la capacité du pays à créer de la richesse. Cette dernière est répartie entre les différents agents qui y contribuent lors de la répartition primaire.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Identifier la contribution des différents acteurs à la création de richesse. ■ Caractériser un tissu productif à l'aide de données statistiques. ■ Analyser les enjeux de la répartition de la valeur ajoutée entre les différents bénéficiaires.	■ Valeur ajoutée. ■ Production marchande, non-marchande. ■ Critères de classification des entreprises : taille, branche, filière, secteur. ■ Les secteurs économiques : définition et poids relatif. ■ Économie sociale et solidaire : définition et poids relatif. ■ Répartition primaire de la richesse.	Chapitre 3

1.4 Comment rendre compte de la situation économique d'un pays ?

Sens et portée de l'étude Le PIB demeure l'indicateur le plus utilisé pour mesurer la richesse créée et réaliser des comparaisons spatio-temporelles. Les limites qu'il présente ont depuis longtemps conduit à la conception d'indicateurs alternatifs afin de dépasser une vision matérielle de la richesse, intégrant les problématiques du bien-être et de l'environnement. Il s'agit de montrer l'enjeu des conventions de mesure et le rôle des indicateurs dans la représentation de la réalité économique, ainsi que dans les décisions prises par les acteurs (privés et publics).

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Repérer comment le PIB rend compte de la richesse créée. ■ Comparer la situation de pays dans le temps et l'espace à partir de différents indicateurs. ■ Justifier l'usage d'indicateurs alternatifs au regard des limites du PIB.	■ PIB : définition, modes de calcul. ■ Rôle et limites du PIB. ■ Externalités positives et négatives. ■ Indicateurs alternatifs : IDH et autres indicateurs de développement, intérêts et limites.	Chapitre 4

2. LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ (30 heures)

2.1 Pourquoi l'économie de marché s'est-elle imposée en tant que principal régime d'organisation économique et sociale ?

Sens et portée de l'étude L'économie de marché est progressivement devenue le principal modèle d'organisation économique et sociale, même si sa mise en place s'est faite selon des modalités diverses, notamment en raison du rôle conféré à l'État selon les pays. L'État initie et accompagne le développement de l'économie de marché en garantissant l'exercice de libertés économiques et en favorisant la dynamique concurrentielle censée contribuer à l'efficacité économique.

Si la concurrence est une incitation à baisser les prix, à augmenter les quantités produites et à innover, la réalité des marchés amène à affiner ce que l'on entend par concurrence.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Identifier les caractéristiques des économies de marché. ■ Caractériser les différentes formes de concurrence. ■ Mettre en évidence les mécanismes de formation des prix. ■ Identifier le rôle des prix dans le comportement des agents et l'allocation des ressources. ■ Étudier les bienfaits attendus et les limites de la concurrence sur un marché.	■ Économie de marché, libéralisme économique, économie mixte. ■ Marché : rôle et fonctionnement. ■ La notion de concurrence : cadre normatif de la concurrence pure et parfaite, réalité de la compétition entre entreprises (Walras, Pareto, Baumol). ■ Les caractéristiques de l'équilibre de marché dans un cadre concurrentiel. ■ Analyse dynamique de la concurrence (Schumpeter, Hayek).	Chapitre 5

2.2 Pourquoi encadrer le fonctionnement du marché ?

Sens et portée de l'étude L'État, dans une économie de marché, assure, à différents échelons institutionnels, une régulation du fonctionnement des marchés pour limiter les inconvénients des situations de concurrence imparfaite et des défaillances de marché en matière d'allocation des ressources.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Repérer les différentes structures de marché de concurrence imparfaite. ■ Analyser les comportements des acteurs et leurs répercussions sur l'équilibre d'un marché déterminé en concurrence imparfaite. ■ Identifier les organes chargés de la régulation de la concurrence et les mesures contribuant au maintien de la concurrence. ■ Repérer des cas d'externalités et de biens collectifs, en appréhender les conséquences. ■ Identifier des dispositifs permettant de répondre aux défaillances du marché.	■ Fonctionnement des marchés et comportement des acteurs en concurrence imparfaite. ■ Régulation de la concurrence dans le cadre national et européen. ■ Biens collectifs et externalités : caractéristiques et conséquences (Marshall, Pigou, Coase).	Chapitre 6

3. LES CONTRIBUTIONS DES ACTEURS FINANCIERS À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (20 heures)

3.1 Au niveau macroéconomique, quels sont les agents à besoin ou à capacité de financement ?

Sens et portée de l'étude Les opérations économiques menées par les agents économiques débouchent sur des situations financières diverses. On distingue alors au niveau macroéconomique, les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement. Une première approche du financement de l'économie peut être appréhendée par la rencontre entre les capacités et les besoins de financement.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Identifier les agents à besoin et à capacité de financement. ■ Analyser le comportement d'épargne des ménages. ■ Identifier les modalités de financement des entreprises et de l'État. ■ Analyser les conséquences du choix d'une modalité de financement pour un agent économique donné.	■ Agents à capacité de financement : déterminants et motifs de l'épargne des ménages. ■ Agents à besoin de financement (entreprises et État) : déterminants et modalités de financement.	Chapitre 7

3.2 Quels sont les rôles respectifs des banques et des marchés financiers dans le financement de l'activité économique ?

Sens et portée de l'étude Les banques et les marchés financiers jouent un rôle complémentaire dans le financement de l'économie selon des modalités spécifiques.

Nécessaires au développement de l'activité économique, ils permettent de financer la diversité des besoins de financement des agents et de les accompagner dans la prise de risque inhérente à leurs projets.

La recherche de sources de financement plus abondantes, d'un financement moins coûteux ou de modalités de financement adaptées à de nouveaux besoins (start-up...) a entraîné de nombreuses évolutions conduisant à la financiarisation de l'économie et parallèlement au développement de formes alternatives de financement. Bien que nécessaire au développement de l'activité économique, cette financiarisation s'accompagne de crises récurrentes pouvant déstabiliser l'économie réelle.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Identifier les fonctions des banques. ■ Appréhender la diversité des marchés de capitaux. ■ Analyser la contribution des banques et des marchés de capitaux à l'activité économique. ■ Repérer les nouvelles sources de financement. ■ Analyser les mécanismes financiers d'une crise réelle (passée ou actuelle) et ses conséquences sur l'activité économique.	■ Finance directe/finance indirecte. ■ Rôles des banques : - gestion des moyens de paiement ; - création monétaire ; - transformation des échéances. ■ Évolution des rôles et places des banques. ■ Rôles des marchés de capitaux : financement à différents horizons temporels, valorisation boursière, liquidité des titres, spéculation, couverture des risques, apports de devises. ■ Les différents types de marchés : - marché monétaire ; - marché financier ; - marché des produits dérivés ; - marché des changes. ■ Autres formes de financement (capital-risque, financement participatif) ■ Les autorités monétaires.	Chapitre 8 Chapitre 9

4. LA RÉGULATION PUBLIQUE DANS UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ (40 heures)

4.1 Quels sont la place et le rôle de l'État ?

Sens et portée de l'étude La place et le rôle de l'État ont évolué au cours du temps dans les économies de marché. Le tournant libéral de la fin des années 1980 s'est accompagné d'un certain désengagement de l'État dans les économies à hauts revenus. Pour autant, l'État reste un acteur majeur au travers des différentes fonctions qu'il assume.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Identifier les fonctions de l'État. ■ Repérer les différents organes de l'action publique au niveau national ou local. ■ Comparer les choix budgétaires de plusieurs États (niveau et structure des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires). ■ Analyser l'évolution des finances publiques d'un pays et ses enjeux.	■ Les fonctions de l'État (Musgrave). ■ Organes de l'action publique : administrations (centrale, sécurité sociale), autorités administratives indépendantes, collectivités locales. ■ Budget de l'État : niveau et structure des dépenses publiques, niveau et structure des prélèvements obligatoires. ■ Déficit public et dette publique. ■ Soutenabilité de la dette publique.	Chapitre 10 Chapitre 11

4.2 Quelles politiques économiques l'État peut-il mener ?

Sens et portée de l'étude L'État met notamment en œuvre un ensemble de politiques économiques visant à atteindre un certain nombre d'objectifs grâce à différents instruments. Toutefois, le degré et les formes de cette intervention font débat.

■ Distinguer les différents types de politiques économiques. ■ Identifier les caractéristiques des politiques d'offre et de demande. ■ Apprécier les enjeux d'une politique économique donnée. ■ Analyser une décision de politique économique dans un contexte précis.	■ Objectifs de la politique économique : croissance, plein-emploi, stabilité des prix, équilibre extérieur. ■ Typologies des politiques économiques : politiques conjoncturelles/structurelles, politiques d'offre/de demande. ■ Politique de demande : instruments de relance budgétaire, effets et limites (Keynes, Friedman, Laffer). ■ Politique d'offre : instruments, effets et limites (Théories de la croissance endogène). ■ Justifications et limites de l'intervention de l'État (Wagner, Keynes, approches libérales).	Chapitre 12
--	--	--------------------

4.2 L'appartenance à l'Union européenne influence-t-elle la conduite de la politique économique des pays membres ?

Sens et portée de l'étude La construction européenne est un processus graduel autour d'un projet aux dimensions politique, économique et sociale.

L'Union européenne est devenue une puissance économique de premier plan et une zone d'intégration régionale, en suivant un processus d'élargissement et d'approfondissement, qui a conduit à redéfinir la répartition des compétences en matière de politique économique.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Identifier les enjeux des principales phases d'élargissement et d'approfondissement de la Communauté économique européenne (CEE) puis de l'Union européenne (UE). ■ Illustrer les principes de proportionnalité et de subsidiarité. ■ Caractériser l'organisation de la régulation conjoncturelle au sein de l'Union économique et monétaire. ■ Expliquer les mécanismes permettant d'atteindre les objectifs de la politique monétaire. ■ Analyser les difficultés posées par les divergences structurelles au sein de l'Union européenne.	■ Principales phases d'élargissement et d'approfondissement, poids économique de l'Union européenne. ■ Principes de proportionnalité et de subsidiarité. ■ Régulation conjoncturelle au sein de l'Union économique et monétaire, UEM (objectifs et instruments) : politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), encadrement des politiques budgétaires nationales. ■ Politiques structurelles de l'Union européenne : budget de l'Union européenne, degré inégal d'intégration des politiques de la concurrence, commerciale, fiscale et sociale.	Chapitre 13

5. LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE : ORIGINES ET ENJEUX (60 heures)

5.1 La croissance économique doit-elle être systématiquement recherchée ?

Sens et portée de l'étude La croissance économique est souvent présentée comme un objectif primordial duquel découle la capacité d'un pays à satisfaire les besoins des agents en produisant plus, en créant de la richesse et des emplois. En tant que source de richesse matérielle, elle peut contribuer au bien-être, mais n'est pas une condition suffisante au développement. Elle soulève en outre la question de sa soutenabilité dans le cadre d'un développement durable.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Différencier croissance économique, fluctuations de l'activité et développement économique. ■ Analyser le rôle de la croissance sur une économie.	■ Croissance économique, croissance potentielle et croissance effective. ■ Développement économique, développement humain (A. Sen), et développement durable. ■ Les finalités de la croissance. ■ Soutenabilité de la croissance.	Chapitre 14

5.2 Qu'est-ce qui détermine le potentiel de croissance d'une économie ?

Sens et portée de l'étude Chercher à accroître la richesse d'un pays suppose d'identifier les déterminants de la croissance. L'augmentation de la quantité des facteurs de production peut être perçue comme une première source de croissance. Toutefois, elle apparaît limitée et l'on observe qu'une croissance existe dans des pays dont la quantité de facteurs n'augmente pas, grâce à l'amélioration de la productivité globale des facteurs liée au progrès technique.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Identifier et analyser les déterminants de la croissance. ■ Mettre en évidence le rôle du progrès technique dans la croissance.	■ Le rôle des facteurs de production : capital, travail et ressources naturelles (Ricardo, Malthus, croissance endogène). ■ Le rôle du progrès technique (ou de la productivité globale des facteurs) dans le processus de croissance (Schumpeter, Aghion, Solow, Romer).	Chapitre 14

5.3 Quelle est l'influence de l'ouverture internationale d'une économie sur sa croissance économique ?

Sens et portée de l'étude Si les théories classiques du commerce international se fondent sur la défense du libre-échange, l'histoire économique montre que protectionnisme et libre-échange ont toujours coexisté. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la plupart des nations ont souhaité encadrer le développement des échanges multilatéraux, tandis que des espaces économiques régionaux se sont constitués.

Aujourd'hui les échanges internationaux sont souvent perçus comme une opportunité de croissance économique. L'analyse de la balance des paiements permet notamment d'évaluer la compétitivité d'un pays, ses choix de spécialisation ainsi que son besoin ou sa capacité de financement à l'égard du reste du monde.

Pour attirer les capitaux internationaux, les États développent des politiques d'attractivité dont les conséquences peuvent être variables selon les outils utilisés (dumping social, fiscal, monétaire versus politiques de formation, de soutien à l'innovation, de financement d'infrastructures).

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Distinguer internationalisation et mondialisation. ■ Caractériser les principaux flux d'échanges. ■ Expliquer le rôle des firmes multinationales et de la division internationale des processus de production dans la dynamique des échanges. ■ Justifier la défense du libre-échange et les motivations protectionnistes. ■ Identifier les différentes modalités du protectionnisme. ■ Identifier les principaux soldes de la balance des paiements d'une nation. ■ Analyser la situation extérieure d'un pays à partir d'indicateurs et en repérer les conséquences sur la croissance économique. ■ Expliquer les enjeux des politiques d'attractivité vis-à-vis de la croissance économique.	■ Internationalisation, mondialisation. ■ Échanges internationaux : inter et intra branche, intrafirme, intrarégionaux. ■ Régulation du commerce mondial : organisation et principes. ■ Intégration économique régionale. ■ Investissement direct à l'étranger (IDE). ■ Firmes multinationales, division internationale des processus de production et chaînes de valeur mondiales. ■ Libre-échange : définition, principales théories (Ricardo, Heckscher-Ohlin-Samuelson, Lassudrie-Duchêne ou Linder, Krugman), conséquences. ■ Protectionnisme : définition, modalités, principales théories (List, Kaldor, Krugman, Amin), conséquences. ■ Balance des paiements. ■ Politique d'attractivité et de compétitivité.	Chapitre 16

5.4 Quel potentiel de croissance dans la perspective d'un développement durable ?

Sens et portée de l'étude La question de l'épuisement de la croissance et d'une croissance auto-entretenu permet de s'interroger sur la capacité des pays à offrir une quantité de biens sans cesse plus abondante, en interrogeant le rôle des différentes ressources (humaines, technologiques, naturelles) en la matière. Elle fait écho à la problématique de la soutenabilité de la croissance.

Sur le plan économique, les approches des ressources naturelles diffèrent : certaines considèrent que la préservation des ressources n'est pas une limite à la croissance, d'autres estiment qu'elle est incompatible avec la croissance. Se dégagent alors deux conceptions différentes de la soutenabilité, dites faible et forte, la première présentant le progrès technique comme la solution, tandis que la seconde promeut un changement de modèle de croissance.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Caractériser le développement durable dans ses trois dimensions ■ Analyser les effets attendus des mesures de politique environnementale sur les comportements des acteurs. ■ Analyser les opportunités et les limites du développement durable en termes de croissance économique.	■ Développement durable : dimensions économiques, sociales et environnementales. ■ L'environnement, illustration de défaillances de marché (Coase, Pigou, Hardin, Olstrom). ■ Degré de soutenabilité de la croissance : faible (Stiglitz) ou forte. ■ La transition énergétique. ■ Les instruments des politiques environnementales : fiscalité, droits à polluer, réglementation. ■ Apparition de logiques économiques différentes : économie circulaire, économie des fonctionnalités.	Chapitre 15

6. LES DÉSÉQUILIBRES SOCIAUX : EXPLICATIONS ET ENJEUX (30 heures)

6.1 Comment expliquer les déséquilibres sur le marché du travail ?

Sens et portée de l'étude Le chômage apparaît comme un déséquilibre sur le marché du travail, mais ne constitue qu'une des formes de difficultés des individus face à l'emploi. Pour caractériser correctement la situation de l'emploi d'un pays, il est nécessaire de prendre en compte divers indicateurs, au-delà du taux de chômage.

Sur la base de ces indicateurs, l'examen du chômage et de son évolution dans différents pays montre que le chômage est un phénomène complexe dont les causes sont multiples, potentiellement cumulatives et ne se limitant pas au marché du travail.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Caractériser la situation du marché du travail à l'aide d'indicateurs variés. ■ Appréhender la diversité des situations des individus sur le marché du travail. ■ Comparer la situation de l'emploi dans différents pays par l'analyse de données statistiques. ■ Analyser les causes structurelles et conjoncturelles du chômage, sur un marché donné. ■ Identifier les causes du dualisme et de la polarisation du marché du travail. ■ Analyser les conséquences de la révolution numérique sur l'emploi et les modalités de travail.	■ Chômage (BIT, ministère du Travail), halo du chômage, sous-emploi. ■ Taux de chômage, taux d'activité, taux d'emploi, comparaison entre pays. ■ Chômage conjoncturel/structurel. ■ Chômage classique/keynésien. ■ Segmentation et polarisation du marché du travail (Piore-Doeringer, Lindbeck-Snower). ■ Autres théories du marché du travail.	Chapitre 17

6.2 Comment l'action publique peut-elle limiter les déséquilibres sur le marché du travail ?

Sens et portée de l'étude Les changements de grande ampleur que connaît le marché du travail en France, comme dans tous les pays industrialisés, justifient la mise en œuvre d'un ensemble de politiques visant à limiter, accompagner voire à compenser les nouvelles formes de déséquilibres qui affectent l'emploi. Les politiques visant à soutenir l'activité économique appartiennent à cet ensemble de mesures et visent plus précisément la lutte contre le chômage.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Identifier les principales mesures prises dans le cadre des politiques de l'emploi au sein des pays de l'OCDE. ■ Distinguer les mesures dites passives et actives. ■ Comparer les effets attendus des différentes mesures des politiques de l'emploi et des politiques pour l'emploi. ■ Analyser les enjeux de la flexibilité sur le marché du travail, dans ses différentes formes. ■ Caractériser l'action des pouvoirs publics pour accompagner les transformations du marché du travail.	■ Politiques de l'emploi : mesures actives et passives. ■ Politiques pour l'emploi : impacts attendus du soutien à l'activité sur l'emploi. ■ Flexibilité du marché du travail : formes et enjeux.	Chapitre 18

6.3 Quelles politiques de redistribution face aux risques sociaux et aux inégalités sociales ?

Sens et portée de l'étude Les inégalités sont de nature multiple et présentent un caractère cumulatif. La légitimité de la lutte contre les inégalités est un sujet encore débattu parmi les économistes. Le consensus selon lequel les inégalités seraient facteur d'efficacité et de croissance est remis en question, depuis la crise des subprimes notamment, à la faveur d'analyses pointant les effets contre-productifs des inégalités.

Face aux inégalités, aux risques sociaux et à l'exclusion, les pouvoirs publics peuvent engager des politiques de redistribution, basées sur la fourniture de services publics, une fiscalité redistributive et des institutions de solidarité comme la Sécurité Sociale. L'État social (État-providence) est devenu la forme institutionnelle caractéristique des sociétés avancées, présentant des formes différentes selon les pays.

COMPÉTENCES	SAVOIRS ASSOCIÉS	MANUEL
■ Identifier les différentes formes d'inégalités et les principaux risques sociaux. ■ Analyser les enjeux de la lutte contre les inégalités et de la couverture des risques sociaux. ■ Caractériser les différents instruments des politiques de redistribution. ■ Analyser l'évolution des principales dépenses et recettes des politiques contemporaines de redistribution.	■ Inégalités sociales : formes, origines et mesure (Piketty). ■ Pauvreté : définitions et mesures. ■ Justification économique des inégalités et remise en cause de l'efficacité des inégalités. ■ Redistribution : objectifs, formes, instruments. ■ Les modèles de protection sociale. ■ Le financement des politiques de redistribution.	Chapitre 19

